

membre du Cabinet, était sans doute au courant de ces changements deux mois à l'avance, ou savait que le représentant commercial au pays, auquel le ministre a fait allusion, avait laissé entendre que ces changements seraient bien accueillis.

L'hon. M. ILSLEY: Il savait probablement que des observations avaient été faites.

L'hon. M. HANSON: Que pense le ministre de l'idée formulée par l'honorable représentant de Danforth à l'effet que nous devrions essayer d'attirer des succursales ici? Il me semble que ce serait une excellente chose, si vous pouviez y réussir. J'aimerais qu'on nous affirme de nouveau que les modifications projetées, comme celles que l'on a faites il y a un an ou dans le dernier budget, ne sont que pour la durée de la guerre.

L'hon. M. ILSLEY: Cela est prévu à l'article 10 de la loi sur la conservation des changes en temps de guerre, où il est prescrit que l'application en cessera à la date de la publication d'une proclamation émise en vertu de la loi des mesures de guerre et constatant la cessation de l'état de guerre, ou à une date antérieure fixée dans une proclamation du gouverneur en conseil.

Quant à l'établissement des usines au Canada, j'ai lieu de croire que la commission de contrôle du change étranger ne permet pas d'exporter des capitaux. Je me demande si nous devrions chercher à profiter de la situation qui existe en Angleterre pour essayer d'obtenir que ces industries britanniques viennent s'établir en permanence au Canada.

M. SLAGHT: Comment pourraient-elles laisser partir leurs spécialistes?

L'hon. M. HANSON: Il n'est pas question de cela.

M. MacINNIS: Je n'ai pas grand'chose à dire au sujet de cet article. De fait, je ne ferai pas beaucoup de commentaires sur l'ensemble du bill. Je veux, toutefois, déclarer que notre groupe approuve fortement le principe d'accorder un traitement de faveur aux exportations qui nous viennent du Royaume-Uni de ce temps-ci. Il m'est absolument impossible de comprendre la manière d'agir des honorables députés qui siègent à notre droite. On serait porté à croire, à certains moments, qu'ils ont le monopole de la loyauté et du patriotisme, mais, par contre, voici qu'ils chicanent sur la question de savoir si nous continuerons à accorder de petits avantages de ce genre après la guerre.

L'hon. M. HANSON: L'honorable député ferait mieux d'attribuer ce point de vue au Gouvernement; c'est lui qui en a parlé le premier.

[M. Harris (Danforth).]

M. MacINNIS: Oui. Mais je demande s'il se rend compte jusqu'à quel point les restrictions imposées au commerce ont contribué à faire éclater la présente guerre. Si nous voulons jouir d'une paix durable à l'avenir, nous devrions nous intéresser à la liberté du commerce tout autant qu'aux questions d'ordre militaire. Nos honorables amis semblent vouloir aider, de toute la puissance du pays, l'Empire britannique,—en l'occurrence l'Angleterre,—à remporter une victoire militaire sur l'Allemagne; mais d'un autre côté, dès que nous aurons triomphé, ils veulent reprendre les anciennes querelles commerciales entre les différentes parties de l'Empire. Or, si, comme le dit tout le monde, nous devons jouer un rôle actif quant à l'établissement d'un ordre nouveau dans le monde, nous devons abandonner ces idées périmées et envisager l'avenir avec plus d'ampleur que lors des accords de 1932.

J'ai sous la main une citation du *Times*, de Londres. Personne n'accuse ce journal de radicalisme, mais je crois qu'il entretient des idées progressistes plus avancées que les honorables députés de notre droite. Voici ce qu'écrivait ce journal dans un récent éditorial:

C'est devenu un truisme de dire que nous ne pouvons rétablir l'ordre en Europe avant de le rétablir d'abord chez nous. Toutes les exigences de la guerre économique qui ont déjà révolutionné nos habitudes de vie et nos opinions ne disparaîtront pas à l'heure où retentira le commandement: "Cessez le feu".

M. SLAGHT: Quelle en est la date?

M. MacINNIS: Je n'ai pas la date ici, mais c'est un article récent. Le livre est intitulé: *Dynamics of Democracy* et les auteurs en sont Philip Child et John W. Holmes. La préface est de sir Robert Falconer.

L'honorable représentant de Danforth (M. Harris) a conseillé au ministre des Finances (M. Ilesley) de ne pas faire grand cas des observations formulées par les membres de notre groupe. Je ne sais si le ministre a suivi son conseil; cela n'a pas d'importance. Nous avons approuvé sa politique dans la mesure où elle s'accorde avec nos principes; nous avons fait certaines propositions et nous avons manifesté l'espoir que certaines de ces mesures resteront en vigueur. Le ministre des Finances a pu ne pas tenir compte des avertissements de notre groupe, mais il sera forcé, de même que les autres membres de la Chambre, de tenir compte des transformations économiques; sinon, mes honorables amis devront céder pour longtemps l'exercice du pouvoir à d'autres.

L'hon. M. HANSON: Comme vœu stérile, c'est complet.